QUEL QUE SOIT SON NOM, MOKRI OU SAIDI

Les mains du nouveau patron du MSP ligotées

Quel que soit le nouveau président du MSP, ce qui devait intervenir, hier en soirée, il n'aura plus les coudées franches qu'avaient Nahnah et son successeur Soltani.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Et pour cause, les congressistes qui ont clos les travaux de leur 5e congrès hier, tard, ont « ligoté» pour ainsi dire, leur futur patron du mouvement, qu'il soit Abderezzak Mokri ou Abderrahmane Saïdi, les deux potentiels candidats à la succession de Bouguerra Soltani, ont retenu le principe de son élection par les membres du conseil consultatif et non pas par le congrès comme cela se faisait jusqu'ici.

Un changement dans les statuts du parti qui n'est pas sans arrière-pensée d'exercice de contrôle par cette instance de l'action du président du mouvement avec possibilité de le démettre. Ceci, bien que le nouveau président se soit attribué le privilège de désigner à sa guise, le quota de 10 personnes au sein du conseil consultatif parmi les compétences du mouvement.

Un quota qui s'ajoute à deux autres de 5 membres chacun : un pour l'émigration et l'autre pour les jeunes, en sus d'une quote-part de 40 places pour la gent féminine.

Et pas seulement cette nouveauté dans les textes du MSP, dont ce 5e rendez-vous organique et politique national s'est rendu «coupable» avec la création d'une commission de discipline qui aura à étudier les cas d'écarts de conduite des militants et des cadres du parti. Manière de prévenir d'autres situations que celles qu'a vécues le mouvement, avec les frondes de nombre de cadres et pas n'importe quels cadres, qui ont fait fausse route au mouvement sans que les instances de ce dernier trouvent à dire quoi que ce soit. Les exemples de Ghoul, de Benbada et consorts sont à ce titre édifiants. Ceci dit, et si les dirigeants sortants le voulaient comme un rendez-vous serein, ce congrès du MSP s'est distingué de ses précédents par une bataille acharnée menée non pas qu'en coulisses, mais en plénière et dans le cadre des diverses commissions mises sur pied à l'occasion.

Photo : Samir Sid

Changements dans les statuts du parti de Soltani.

D'où, d'ailleurs, le vote serré ayant sanctionné les divers amendements apportés aux textes du parti, ceci en sus des discussions serrées autour de la feuille de route politique dont l'élection du nouveau président renseignera, on ne peut plus clairement sur soit la poursuite de l'option oppositionniste qui se confirmera avec l'élection de son porteur au sein du mouvement, Mokri, soit les retrouvailles d'avec, ce qui a de tout temps fait la marque de fabrique du parti jusqu'à 2001 : l'entrisme avec son corollaire, la participation au gouvernement.

Et même sur ce sujet, les congressistes auraient balisé le terrain sous la pression des «oppositionnistes», en exigeant l'élargissement de la présence du mouvement au sein des divers arcanes du pouvoir, à l'échelle centrale et même locale.

M. K.

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

L'ANR se prononce contre la laïcité

A l'occasion de la célébration hier du 18e anniversaire de la fondation de l'Alliance nationale républicaine (ANR), le secrétaire général du parti, Belkacem Sahli, qui a ouvert les festivités, a rappelé les positions de sa formation par rapport à la nouvelle Constitution.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le parti de Réda Malek, qui n'a pu assister à la célébration hier de cet anniversaire – on le dit affaibli –, a ainsi affiché sa position par rapport à la question de la laïcité.

«L'Etat-nation fondé sur la base de la légitimité historique a fait ce qu'il devait faire et il est temps de passer à la légitimité de la citoyenneté et de l'Etat de droit et des institutions. La citoyenneté est l'aboutissement du sentiment national dans le cadre des composantes de l'identité nationale tout en s'ouvrant sur la mondialisation et ce qu'elle incombe sur les plans politique, économique et culturel. Et, cet aboutissement ne peut se réaliser qu'en s'appuyant sur l'héritage historique, linguistique et spirituel. C'est cet héritage qui constitue pour un mouvement républicain moderniste comme le notre, la plateforme de tout projet de développement susceptible de hisser notre pays au rang des nations développées et non pas la laïcité», a souligné M. Sahli.

Le SG de l'ANR, qui a également insisté sur la consécration du pluralisme, de la séparation des pouvoirs et le renforcement du rôle de la société civile, a surtout invité les magistrats à lutter pour leur indépendance.

«L'indépendance de la justice s'arrache ! Je m'adresse aux magistrats pour leur dire de ne pas attendre que le pouvoir exécutif leur concède cette indépendance. Ils doivent se battre pour cela. Les affaires de corruption sont une opportunité qui s'est présentée à eux pour sauver l'honneur de la justice», a-t-il déclaré.

Il convient enfin de signaler que l'ANR a honoré à l'occasion de ce 18e anniversaire les fondateurs et d'anciens militants du parti, et a lancé officiellement son site Internet (le site : www.anr-dz.com et www.anr.dz) qui est en phase de construction et reste perfectible», a précisé M. Sahli.

L. H.

TIPASA

Le leader du TAJ fustige les déclarations marocaines à propos de l'Algérie

C'est dans une salle de conférence archi-comble de la Munatec de Tipasa que le Dr Amar Ghoul, le président du parti Tadjamou Amal El Djazair (TAJ), a fustigé, hier samedi, les déclarations de certains partis marocains désireux de s'attaquer à la souveraineté des territoires algériens. «L'Algérie existe et restera une et indivisible, quoi qu'espèrent les ennemis et les détracteurs de notre pays», dira-t-il. «Chaque pouce de notre territoire a été arraché au colonialisme au prix d'immenses sacrifices et de la mort de un million et demi de chouhada». «Gare à ceux qui s'aventurent, a-t-il martelé, dans nos six mètres pour créer la diversion à propos des résolutions du Sahara occidental. On ne négocie aucune parcelle de l'Algérie», ajoutera-t-il.

Il convient de rappeler que le parti TAJ de Amar Ghoul a organisé hier samedi, cette conférence à Tipasa, à l'occasion de la réunion du bureau national et des représentants du parti au niveau des wilayas, ainsi que des avocats, des juristes, des journalistes et des médias, avec pour thème «la fête des travailleurs et la commémoration de la Journée mondiale de la liberté de la presse». A cette occasion, plusieurs distinctions et récompenses furent decernées aux journalistes et aux médias de la wilaya de Tipasa.

Larbi Houari

31e SESSION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'UMA

Ouverture sur fond de campagne anti-algérienne

La 31e session des ministres des Affaires étrangères de l'Union du Maghreb arabe se tiendra aujourd'hui à Rabat. Cette réunion se tient au moment où les relais politiques et médiatiques du Makhzen lancent une nouvelle attaque contre l'Algérie.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Mourad Medelci participe aujourd'hui, à Rabat, à une nouvelle session des ministres des Affaires étrangères de l'Union du maghreb arabe.

Les questions liées à l'action maghrébine commune, à l'intégration économique ainsi que l'adoption du budget du secrétariat de l'Union sont inscrites à l'ordre du jour de cette réunion. Mais il semble que les autorités marocaines aient décidé de passer outre le programme officiel pour imposer deux autres points : l'ouverture des frontières avec l'Algérie et le dossier du Sahara occidental. Il faut dire que ces deux dossiers sont évoqués quotidiennement dans les milieux politiques et dans l'ensemble des médias. La dernière sortie anti-algérienne est signée du secrétaire général du parti Istiklal. Hamid Chabat a largement dépassé les frontières puisqu'il a exigé de lancer une offensive armée pour récupérer Tindouf et Béchar, des «territoires colonisés par l'Algérie». Des propos considérés à Alger comme une véritable déclaration de guerre, le parti El Istiklal étant le principal allié politique du Palais et membre de la coalition gouvernementale. Au début du mois d'avril, lors des travaux de la 15e Conférence des ministres de l'Intérieur du bassin de la Méditerranée occidentale qui s'est tenue à Alger, le ministre de l'Intérieur marocain avait «conseillé» aux responsables algériens d'ouvrir les frontières pour mieux lutter contre le trafic de drogue… produite au Maroc. «Si le trafic de drogue est la cause qui justifie la fermeture des frontières, alors les frontières ne s'ouvriront jamais car il n'y a pas un seul pays au monde qui a réussi à éradiquer le trafic. L'ouverture des frontières conduira à une meilleure coopération dans ce domaine», déclarait Mohand Laenser, de tendance islamiste.

Une proposition à laquelle Daho Ould Kablia, son homologue algérien, avait répondu par un sourire narquois. Il faut dire que les hommes politiques marocains sont habitués à s'attaquer à l'Algérie lorsque leur pays traverse une zone de turbulences. Sauf que cette fois-ci, cette campagne intervient dans une période particulièrement difficile.

Le Maroc ne s'est toujours pas relevé du camouflet infligé par l'administration Obama lors de la dernière session du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la question du Sahara Occidental. La proposition américaine relative à l'élargissement du mandat de la Minurso (Mission des Nations Unies pour l'organisation du référendum au Sahara Occidental) à la supervision des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés a provoqué une véritable crise interne.

Bien qu'ayant été retirée par les Etats-Unis, cette initiative a démontré que le Maroc agit avec violence contre une population civile d'un pays sur lequel il ne dispose d'aucune souveraineté.

L'Algérie soutenant ouvertement le peuple et le gouvernement sahraouis, devient donc la cible du Makhzen et de ses relais. Aujourd'hui, toute cette pression pèsera sur les épaules d'un seul homme, Mourad Medelci.

T. H.